PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité * Travail * Progrès

Décret n° 2005-700 du 30 DECEMBRE 2005 portant autorisation de perception des recettes et ouverture de crédits provisoires applicables aux services de l'Etat pour le premier trimestre de l'année 2006.

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 1-2000 du 1er février 2000 portant loi organique relative au régime financier de l'Etat, notamment en son article 56 ;
Vu la loi n° 18-2005 du 28 octobre 2005 portant loi de finances rectificative pour l'année 2005 ;
Vu le décret n° 2000-187 du 10 août 2000 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
Vu le décret n° 2005-02 du 7 janvier 2005 tel que rectifié par le décret n°2005-83 du 02 février 2005 portant nomination des membres du Gouvernement,

DECRETE :

TITRE PREMIER : DISPOSITION GENERALE

Article premier : Les recettes et les dépenses du budget général de l'Etat, ainsi que les opérations de trésorerie rattachées à l'exécution dudit budget, pour le premier trimestre de l'année 2006, sont réglées conformément aux dispositions du présent décret.

TITRE II : DE LA DETERMINATION DES RESSOURCES ET DES CHARGES

CHAPITRE 1er : DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

SECTION 1 : DES IMPOTS ET REVENUS AUTORISES

Article 2 : La perception des impôts, produits, revenus et taxes parafiscales affectés à l'Etat, aux collectivités locales, aux établissements publics et aux organismes divers continuera d'être opérée pendant le premier trimestre de l'année 2006, conformément aux lois et règlements en vigueur.

SECTION 2 : DE L'AUTORISATION DE CONTRACTER

Article 3 : Pour la couverture des besoins de trésorerie au cours du premier trimestre de l'année 2006, le ministre de l'économie, des finances et du budget, par délégation du Président de la République, est autorisé à recourir, en cas de nécessité, aux avances de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale dans les conditions fixées par les statuts de cet établissement.

CHAPITRE II : DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

SECTION UNIQUE : DES CHARGES AUTORISEES

Article 4 : En attendant l'adoption de la loi de finances pour l'année 2006, les charges du budget général de l'Etat sont provisoirement autorisées et arrêtées par mois, à hauteur de 1/12ème des crédits ouverts au titre du budget 2005 réajusté.

Article 5 : Les douzièmes provisoires s'appliquent uniquement aux dépenses de fonctionnement courant.

TITRE III : DU BUDGET DE L'ETAT

CHAPITRE I : DES RESSOURCES

Article 6 : En attendant les mesures nouvelles, les ressources du budget de fonctionnement de l'Etat, pour le premier trimestre 2006, sont recouvrées sur la base des dispositions de la loi n° 18-2005 du 28 octobre 2005 portant loi de finances rectificative pour l'année 2005.

CHAPITRE II : DES CHARGES

Article 7 : Les charges provisoires du budget de l'Etat, pour le premier trimestre 2006, correspondant aux douzièmes des crédits prévisionnels du budget de l'Etat 2005 réajusté, sont arrêtées à la somme de **Quatre Vingt Seize Milliards Quatre Cent Soixante Douze Millions (96.472.000.000)** de **francs CFA**,

Ces charges sont réparties ainsi qu'il suit :

1.	Personnel.....	32.500.000.000 FCFA
2.	Matériel.....	15.589.500.000 FCFA
3.	Charges communes.....	14.407.500.000 FCFA
4.	Transferts hors contribution.....	33.975.000.000 FCFA
	TOTAL DEPENSES.....	**96.472.000.000 FCFA**

Article 8 : La répartition des crédits provisoires ouverts pour le premier trimestre de l'année 2006 par ministère et par chapitre se présente de la manière suivante :

TABLEAUX RECAPITULATIFS DES CHARGES PAR NATURE

1. DEPENSES DE PERSONNEL

CODE	INSTITUTIONS ET MINISTERES	PREVISIONS 2005 REAJUSTEES	3/12ème DU BUDGET 2006
12	Parlement	299 000 000	74 750 000
13	Présidence de la République	1 262 106 000	315 526 500
14	Primature, coordination action du Gouvernement	62 955 000	15 738 750
21	Présidence, chargé de la défense nationale, anc combattants et mutilés de guerre	29 140 392 000	7 285 098 000
24	Sécurité et ordre public	11 515 000 000	2 878 750 000
30	Présidence, chargé de la coopération au développement	39 000 000	9 750 000
31	Ministère des affaires étrangères et de la francophonie	10 250 000 000	2 562 500 000
32	Justice et droits humains	4 013 000 000	1 003 250 000
33	Communication, chargé des relations avec le Parlement	1 915 000 000	478 750 000
34	Administration du territoire et décentralisation	1 301 000 000	325 250 000
35	Plan, aménagement du territoire, intégration économique & NEPAD	917 000 000	229 250 000
37	Construction, urbanisme et habitat	373 773 000	93 443 250
39	Energie et hydraulique	182 726 000	45 681 500
41	Agriculture, élevage et pêche	2 289 944 000	572 486 000
42	Economie forestière et environnement	1 202 000 000	300 500 000
43	Equipement et travaux publics	580 000 000	145 000 000
44	Transports et aviation civile	131 145 000	32 786 250
45	Développement industriel et promotion du secteur privé	346 734 000	86 683 500
46	Mines, industrie minière et géologie	297 274 000	74 318 500
47	Réforme foncière et préservation du domaine public	111 227 000	27 806 750
48	Hydrocarbures	134 000 000	33 500 000
49	Postes et télécommunications, chargé des nouvelles technologies	13 000 000	3 250 000
51	Commerce, consommation et approvisionnement	797 000 000	199 250 000
52	Economie, finances et budget	7 632 000 000	1 908 000 000
54	PME, chargé de l'artisanat	156 257 000	39 064 250

56	Transports maritimes et marine marchande	90 794 000	22 698 500
61	Enseignement, primaire, secondaire, chargé alphabétisation	35 714 044 697	8 928 511 174
62	Enseignement supérieur	338 463 000	84 615 750
63	Culture et arts, chargé du tourisme	628 000 000	157 000 000
64	Sports et redéploiement de la jeunesse	438 504 895	109 626 224
65	Recherche scientifique et innovation technologique	159 537 000	39 884 250
67	Promotion de la femme & intégration de la femme au développement	38 616 000	9 654 000
68	Enseignement technique & formation professionnelle	3 159 159 478	789 789 870
71	Santé & population	8 350 823 352	2 087 705 838
72	Fonction publique & réforme de l'Etat	2 884 085 339	721 021 395
73	Affaires sociales, solidarité, action humanitaire	2 308 439 239	577 109 750
74	Travail, emploi et sécurité sociale	928 000 000	232 000 000
	TOTAL	130 000 000 000	32 500 000 000

2- DEPENSES DE MATERIEL

CODE	INSTITUTIONS ET MINISTERES	PREVISIONS 2005 REAJUSTEES	3/12ème DU BUDGET 2006
13	Présidence de la République	12 512 834 000	3 128 208 500
14	Primature, coordination action du Gouvernement	1 000 000 000	250 000 000
21	Présidence, chargé de la défense nationale, anc. combattants et mutilés de guerre	12 759 000 000	3 189 750 000
24	Sécurité et ordre public	4 183 000 000	1 045 750 000
30	Présidence, chargé de la coopération au développement	200 000 000	50 000 000
31	Ministère des affaires étrangères et francophonie	1 690 000 000	422 500 000
32	Justice et droits humains	600 000 000	150 000 000
33	Communication, ch. des relations avec le Parlement	350 000 000	87 500 000
34	Administration du territoire et décentralisation	390 000 000	97 500 000
35	Plan, aménagement du territoire, Intégration économique & NEPAD	742 000 000	185 500 000
37	Construction, urbanisme et habitat	309 000 000	77 250 000
39	Energie et hydraulique	274 850 000	68 712 500
41	Agriculture, élevage et pêche	710 000 000	177 500 000
42	Economie forestière et environnement	235 000 000	58 750 000
43	Equipement et travaux publics	474 000 000	118 500 000

44	Transport et aviation civile	210 000 000	52 500 000
45	Développement industriel et promotion du secteur privé	173 658 000	43 414 500
46	Mines, industrie minière et géologie	225 150 000	56 287 500
47	Réforme foncière et préservation du domaine public	156 000 000	39 000 000
48	Hydrocarbures	200 000 000	50 000 000
49	Postes et télécommunications, chargé des nouvelles technologies	225 000 000	56 250 000
51	Commerce, consommation et approvisionnement	250 000 000	62 500 000
52	Economie, finances et budget	3 407 666 000	851 916 500
54	PME, chargé de l'artisanat	126 342 000	31 585 500
56	Transports maritimes et marine marchande	102 500 000	25 625 000
61	Enseignement, primaire, secondaire, chargé alphabétisation	7 686 000 000	1 921 500 000
62	Enseignement supérieur	880 418 000	220 104 500
63	Culture et arts, chargé du tourisme	354 000 000	88 500 000
64	Sports et redéploiement de la jeunesse	357 000 000	89 250 000
65	Recherche scientifique et innovation technologique	269 582 000	67 395 500
67	Promotion de la femme & intégration de la femme au développement	240 000 000	60 000 000
68	Enseignement technique & professionnel	2 100 000 000	525 000 000
71	Santé & population	7 390 000 000	1 847 500 000
72	Fonction publique & réforme de l'Etat	375 000 000	93 750 000
73	Affaires sociales, solidarité, action humanitaire	850 000 000	212 500 000
74	Travail, emploi et sécurité sociale	350 000 000	87 500 000
	TOTAL	62 358 000 000	15 589 500 000

3. DEPENSES DE CHARGES COMMUNES

CODE	INSTITUTIONS ET MINISTERES	PREVISIONS 2005 REAJUSTEES	3/12ème DU BUDGET 2006
	Personnel à l'intérieur		
	Frais de mission	8 000 000	2 000 000
	Sous-total.....	**8 000 000**	**2 000 000**
	Personnel à l'Etranger		
	Evacuations sanitaires	20 000 000	2 000 000
	Sous-total.....	**20 000 000**	
	Matériel à l'intérieur		
	Biens et services consommés	572 000 000	143 000 000
	Fournitures de bureau	187 000 000	46 750 000
	Imprimés spéciaux	408 000 000	102 000 000
	Médicaments Produits Pharmaceutiques	4 270 000 000	1 067 500 000
	Fournitures et petits matériels informatiques	163 000 000	40 750 000
	Dépenses d'Alimentation et Intendance	2 060 000 000	515 000 000
	Achat petit mobilier	40 000 000	10 000 000
	Entretien et réparation immeubles	286 000 000	71 500 000
	Entretien et réparation ambassade de Paris	1 000 000 000	250 000 000
	Entretien et réparation informatique	16 000 000	4 000 000
	Entretien et réparation des réseaux	12 000 000	3 000 000
	Impression, reliure, documentation générale	8 000 000	2 000 000
	Frais de correspondance	163 000 000	40 750 000
	Frais de téléphone et communication	756 000 000	189 000 000
	Eau	1 200 000 000	300 000 000
	Electricité	1 700 000 000	425 000 000
	Frais d'acte et de contentieux	82 000 000	20 500 000
	Autres frais de fonctionnement général	5 000 000 000	1 250 000 000
	Frais des services financiers et bancaires	7 000 000 000	1 750 000 000
	Assurances avion présidentiel	610 000 000	152 500 000
	Prestations ORACLE/SYSTAF/SIDONIA	500 000 000	125 000 000

	Prestations OCI	960 000 000	240 000 000
	Prestations société immobilière de Gestion (SCIG)		-
	Autres prestations de services	2 000 000 000	500 000 000
	Loyers d'habitation	163 000 000	40 750 000
	Frais de conférence	40 000 000	10 000 000
	Réunion CEMAC		-
	Réunion Zone FRANC		-
	Frais de séminaires	16 000 000	4 000 000
	Fêtes et cérémonies publiques	654 000 000	163 500 000
	Festivité à Pointe Noire		-
	Transport du personnel à l'intérieur	4 000 000	1 000 000
	Transport des étudiants	20 000 000	5 000 000
	Transport des coopérants	150 000 000	37 500 000
	Transport des marchandises et matériel à l'intérieur	800 000 000	200 000 000
	Transport de Fonds	163 000 000	40 750 000
	Fonds particuliers du Président de la République	1 634 000 000	408 500 000
	Fonds de commandement	7 000 000 000	1 750 000 000
	Fonds de Sécurité	3 500 000 000	875 000 000
	Autres charges non ventilées (rentrée scolaire, examens)	2 400 000 000	600 000 000
	Divers audits	2 400 000 000	600 000 000
	Impôts et Taxes	20 000 000	5 000 000
	Frais de responsabilité civile de l'Etat	654 000 000	163 500 000
	Festivité à Impfondo	650 000 000	162 500 000
	Frais d'hospitalisation et d'inhumation des indigents à l'int.	60 000 000	15 000 000
	Evacuations sanitaires (intérieur)	12 000 000	3 000 000
	Divers remboursements	150 000 000	37 500 000
	Bassin du Congo	2 600 000 000	650 000 000
	Dépenses Eventuelles et Imprévues	2 300 000 000	575 000 000
	Sous -Total.....	**54 383 000 000**	**13 595 750 000**
	Matériel à l'Etranger		
	Frais d'études, de Formation	40 000 000	10 000 000
	Transport des autorités politiques ***(Diplomates)***	700 000 000	175 000 000

	Transport des étudiants à l'étranger	300 000 000	75 000 000
	Transport des coopérants	150 000 000	37 500 000
	Transport du matériel	60 000 000	15 000 000
	Transport des effets des étudiants	69 000 000	17 250 000
	Transport effets des diplomates	700 000 000	175 000 000
	Frais d'hospitalisation à l'étranger	800 000 000	200 000 000
	Evacuations sanitaires (Frais de transport)	400 000 000	100 000 000
	Sous-total	**3 219 000 000**	**804 750 000**
	Total	**57 630 000 000**	**14 407 500 000**

4. DEPENSES DE TRANSFERTS HORS CONTRIBUTION

CODE	INSTITUTIONS ET MINISTERES	PREVISIONS 2005 REAJUSTEES	3/12ème DU BUDGET 2006
12	Parlement	15 832 000 000	3 958 000 000
13	Présidence de la République	2 337 500 000	584 375 000
14	Primature, coordination action du Gouvernement	90 000 000	22 500 000
15	Cour constitutionnelle	700 000 000	175 000 000
16	Conseil économique et social	1 250 000 000	312 500 000
17	Conseil supérieur de la magistrature	150 000 000	37 500 000
18	Cour suprême	150 000 000	37 500 000
19	Haute cour de justice	120 000 000	30 000 000
20	Commission nationale des droits de l'homme	600 000 000	150 000 000
21	Défense nationale, anc. combattants et mutilés de guerre	55 000 000	13 750 000
22	Médiateur de la République	250 000 000	62 500 000
23	Cour des comptes	230 000 000	57 500 000
24	Sécurité et ordre public	455 000 000	113 750 000
25	Conseil supérieur de la liberté de communication	500 000 000	125 000 000
31	Ministère des affaires étrangères, coopération et francophonie	1 498 000 000	374 500 000
32	Justice et droits humains	520 000 000	130 000 000

33	Communication, chargé des relations avec le Parlement	499 000 000	124 750 000
34	Administration du territoire et décentralisation	16 900 000 000	4 225 000 000
35	Plan, aménagement du territoire, intégration économique & NEPAD	906 000 000	226 500 000
37	Construction, urbanisme et habitat	197 000 000	49 250 000
39	Energie et hydraulique	2 505 000 000	626 250 000
41	Agriculture, élevage et pêche	3 697 300 000	924 325 000
42	Economie forestière et environnement	1 228 900 000	307 225 000
43	Equipement et travaux publics	411 600 000	102 900 000
44	Transports et aviation civile	392 850 000	98 212 500
45	Développement industriel et promotion du secteur privé	229 500 000	57 375 000
46	Mines, industrie minière et géologie	125 000 000	31 250 000
47	Réforme foncière et préservation du domaine public	50 000 000	12 500 000
48	Hydrocarbures	1 156 000 000	289 000 000
49	Postes et télécommunications, chargé des nouvelles technologies	1 150 000 000	287 500 000
51	Commerce, consommation et approvisionnement	400 000 000	100 000 000
52	Economie, finances et budget	34 170 900 000	8 542 725 000
54	PME, chargé de l'artisanat	175 500 000	43 875 000
56	Transports maritimes et marine marchande	54 500 000	13 625 000
61	Enseignement, primaire, secondaire, chargé de l'alphabétisation	2 860 000 000	715 000 000
62	Enseignement supérieur	16 400 000 000	4 100 000 000
63	Culture et Arts, chargé du tourisme	3 376 000 000	844 000 000
64	Sports et redéploiement de la jeunesse	3 803 000 000	950 750 000
65	Recherche scientifique et innovation technologique	1 068 000 000	267 000 000
67	Promotion de la femme & intégration de la femme au développement	75 000 000	18 750 000
68	Enseignement technique & professionnel	1 463 550 000	365 887 500
71	Santé & population	15 379 000 000	3 844 750 000
72	Fonction publique & réforme de l'Etat	300 000 000	75 000 000
73	Affaires sociales, solidarité, action humanitaire	855 000 000	213 750 000
74	Travail, emploi et sécurité sociale	1 333 900 000	333 475 000
		135 900 000 000	33 975 000 000

Article 9 : Les crédits ouverts par le présent décret deviennent automatiquement caducs dès la mise en exécution de la loi de finances de l'année 2006 et les engagements au titre des douzièmes provisoires sont automatiquement déduits du budget voté.

TITRE IV : DISPOSITION FINALE

Article 10 : Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires sera publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.-

2005-700

Fait à Brazzaville, le 30 Décembre 2005

Denis SASSOU-NGUESSO.

Par le Président de la République,

Le ministre de l'économie,
des finances et du budget,

Pacifique ISSOÏBEKA.